

# RAPPORT DE L'ATELIER N°4: DIMENSION SOCIALE ET CULTURELLE DU DEVELOPPEMENT DURABLE

## *Atelier coordonné par Cités Unies France et la Ville de Rio de Janeiro*

Ce séminaire a été co-présidé par Bertrand Gallet, Directeur Général de Cités Unies France, et par Jandira Feghali, Adjoint à la Culture de Rio de Janeiro et modéré par Monique Badaró, responsable des Relations Internationales au Secrétariat de la Culture de l'Etat de Bahia.

Dans leur discours d'introduction, les co-présidents ont évoqué la relation entre la culture et le développement. La culture, outre le fait de constituer un élément d'intégration sociale, est également est « membre stratégique » dans la promotion du développement économique et la création d'emplois.

Dans le cadre de la coopération décentralisée franco-brésilienne, le thème « culture » occupe une place prépondérante. Des documents comme l'Agenda 21 culturelle et la Déclaration sur la diversité culturelle de l'UNESCO présentent le thème de la culture comme l'axe majeur des politiques culturelles.

Il a également été souligné que la culture ne peut être sous-estimée par les politiques publiques étant donné sa contribution au développement.

Les principales problématiques identifiées pour le séminaire sont les suivantes :

- Comment articuler culture et développement durable?
- Comment potentialiser la coopération décentralisée sociale et culturelle en France et au Brésil ?
- Quelle est l'évolution nécessaire de la coopération culturelle dans le cadre de la coopération décentralisée ?

La première table ronde, intitulée « L'intégration sociale par la culture » a été marquée par les interventions de gouvernements locaux et d'associations (ONG).

Par l'exemple de Lauro de Freitas, commune qui dispose d'une grande richesse culturelle, il a été prouvé l'importance de la culture comme élément d'intégration sociale et de promotion de la citoyenneté.

A partir de l'expérience d'un cas pratique de coopération décentralisée entre Grenoble et Ouagadougou, capitale du Burkina Faso, impliquant la construction d'un centre musical, ont été évoqués des éléments théoriques de la coopération culturelle décentralisée devant être respectés.

L'intervention a permis de souligner les grands défis de cette coopération, guidée par certains principes fondamentaux comme le respect de la culture de l'autre, la mise en place de la réciprocité, la recherche de la

durabilité des actions, la garantie de l'autonomie de l'action de chaque partenaire, la mobilisation des différents acteurs et le respect de la cohérence territoriale.

Depuis la rénovation d'une ancienne usine de canne à sucre française, la commune de Piracicaba prétend développer un énorme complexe culturel, permettant ainsi la création de nouveaux emplois. Une partie du bâtiment a déjà été aménagée pour accueillir le salon international de l'humour. Dans le cadre de cet événement, Piracicaba compte sur le partenariat de la ville de Saint Just Le Martel (près de Limoges) et estime qu'une plus grande implication de la part des municipalités françaises pourrait enrichir davantage ce salon, qui dispose d'une dimension sociale, tournée vers la formation de jeunes dessinateurs.

L'intervention de la ville de Rio de Janeiro a pris comme point de départ un débat plus conceptuel sur le rôle de la culture, mettant en valeur son importance dans le cadre des relations humaines et de la promotion du développement.

L'implication de l'Etat dans la formulation de politiques publiques culturelles est primordiale. Seul l'Etat est capable d'universaliser l'accès à la culture. On ne peut penser le développement urbain sans tenir compte de l'aspect culturel de la ville. Le progrès ne peut mettre en danger le patrimoine historique et culturel de la ville. Mettre en place un développement durable qui respecte ces éléments culturels est par conséquent un thème important de coopération, que les villes de Rio de Janeiro et de Paris cherchent à développer.

La coopération culturelle décentralisée peut ainsi aborder différents thèmes parmi lesquels la coopération dans le domaine de la formation (il n'existe aucun atelier de formation artistique à Rio de Janeiro) et la coopération dans le domaine de l'économie créative (qui regroupe l'audio-visuel, le design, l'édition, la phonographie et les arts visuels). Dans la conclusion, il a été précisé l'importance de l'intégration entre l'éducation et la communication démocratisée. En ce qui concerne les interventions du secteur associatif, nous avons assisté à la présentation de l'Association Autres Brésils et de la Maison d'Amérique Latine de la Région Rhône Alpes.

L'association Autres Brésils compte parmi ses membres des militants au Brésil et en France, favorisant ainsi l'échange culturel entre les deux pays. L'Association a mis en avant l'importance de lier culture et projets sociaux. Elle a souligné combien il était important que les associations et les gouvernements locaux travaillent ensemble. Le soutien des gouvernements locaux est essentiel pour le travail des associations.

La Maison d'Amérique Latine de la Région Rhône Alpes cherche à développer des liens culturels entre la Région Rhône Alpes et l'Amérique Latine. Dans le cadre des actions menées, le Brésil joue un rôle important, surtout dans l'organisation de l'année du Brésil en France et de la France au Brésil. L'association a mentionné les défis de la mise en place de projets entre les deux pays, qui doivent prendre en compte les réalités de chacun. La réalisation d'un projet culturel dans la cadre des échanges scolaires doit tenir compte, par exemple, des différences entre les calendriers scolaires, français et brésiliens.

En ce qui concerne les propositions de cette table ronde – un consensus sur le rôle fondamental de la culture dans les projets de coopération décentralisée a été trouvé ainsi que pour la possibilité de développer une coopération triangulaire : Brésil, France et Afrique.

La seconde table ronde sur la Mémoire de l'Esclavage a permis de noter que l'esclavage était très présent au sein de la société et qu'il existait encore de nombreux vestiges architecturaux au Brésil et en France.

Les projets de coopération entre les gouvernements locaux français et brésiliens peuvent se structurer autour de cette histoire commune et répondre aux préconisations et aux défis mondiaux.

La première intervention de cette table ronde a présenté les échanges entre « La route de l'abolition de l'Esclavage en France » et la « Route de la Liberté au Brésil »

Ces deux initiatives sont totalement innovatrices et singulières, et représentent les uniques réseaux structurés autour de la récupération de la mémoire de l'esclavage qui dynamisent et revalorisent le patrimoine historique et culturel. De telles initiatives cherchent à rompre le silence qui émane de la thématique de l'esclavage, créant ainsi un canal de dialogue auprès de la population et des différents acteurs culturels.

Ce projet a enfin permis de créer une méthode de travail pour les acteurs. Ainsi, l'UNESCO a sollicité auprès de ces deux réseaux l'élaboration d'un guide méthodologique pour la diffusion de cette expérience.

La seconde intervention a permis de présenter un projet commun mené par l'Etat de Bahia et l'Association Française Mondomix, impliquant la création d'un Centre de Musiques noires, un espace de mémoire de contribution des esclaves africains à la formation culturelle du Brésil.

L'objectif de ce projet est de contribuer à la valorisation de la culture noire, pour le développement urbain de Salvador et la promotion de l'Etat comme centre de création musicale.

Le centre prétend rapprocher davantage l'Afrique du Brésil et lancer les bases d'un projet de coopération triangulaire avec l'Afrique.

## 2<sup>ème</sup> JOUR

Les exposés de la deuxième journée ont privilégié le thème des politiques de la jeunesse et les échanges de jeunes entre la France et le Brésil. Avant le début des tables rondes, nous avons assisté à une allocution du maire de Nova Friburgo et à la présentation d'un film qui montre l'engagement de la commune dans la promotion d'un développement qui respecte les grandes richesses culturelles et naturelles de la région dont fait partie la commune.

La première table ronde a eu comme thème : « Politiques de la jeunesse, regards croisés entre la France et le Brésil, et possibles partenariats ».

Angélica Trindade Chadeau, responsable de l'éducation populaire et de la jeunesse au sein de la Direction Départementale de la Jeunesse et des Sports de Seine Saint Denis, a présenté une architecture des politiques publiques de la jeunesse en France et au Brésil, soulignant les différents niveaux de décision et de mise en place des actions (national, régional, départemental et local). Elle a également présenté le public ciblé par ces objectifs, les professionnels et les possibilités de nouveaux partenariats (informations aux jeunes, éducation populaire, les jeunes comme ressources humaines, la mobilité internationale et la formation de professionnels).

Belo Horizonte est un exemple type d'une commune qui développe une véritable politique de la jeunesse. Le Secrétaire aux Politiques Sociales a présenté un résumé des politiques de la jeunesse du point de vue de la municipalité. Il a présenté la réalité sociale de la commune et les principales politiques sociales tournées vers les jeunes âgés de 18 à 24 ans. Ces politiques visent principalement la qualification des jeunes.

Ensuite, un modèle de coopération décentralisée d'échange entre jeunes de la région Centre et celle de Belo Horizonte et tourné vers les relations institutionnelles a également été présenté.

La seconde table ronde a abordé la thématique de l' « Implication des jeunes à travers les échanges entre la France et le Brésil ». Les interventions ont été bien animées, grâce à la présentation de vidéos et le témoignage de jeunes ayant participé aux projets.

La première intervention a permis de présenter les échanges entre les jeunes de la région Rhône Alpes et ceux du Paraná, dans un contexte de formation en alternance des Maisons Familiales en France et au Brésil.

Ces établissements procurent du travail aux jeunes issus du milieu rural et cherchent à motiver leur installation en milieu rural par des formations et la création d'activités économiques. Ils cherchent ainsi à atténuer le phénomène de migration de ces jeunes vers les grands centres urbains.

La seconde expérience présentée a été l'échange de neuf étudiants du Lycée Agricole de Douai dans la région Nord Pas de Calais. Ces jeunes sont partis de São Gonçalo, dans le canton de Rio de Janeiro, pour participer à la construction d'un centre culturel.

Les deux expériences ont motivé le travail de préparation et d'articulation entre les jeunes en France et au Brésil avant la mission. Un travail de reconstitution a également été réalisé, après le projet par les jeunes français et brésiliens.